

Extrait du registre aux délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins**Présents**

Sophie de Vos, *Bourgmestre-Président* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Lieve Jorens, *Échevin·e*.

Séance du 27.08.24

#Objet : Règlement d'ordre intérieur du Collège des Bourgmestre et Echevins #

Secrétariat

Le Collège,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 104

Arrête

Le règlement d'ordre intérieur ci-après.

Règlement d'ordre intérieur du Collège des Bourgmestre et Echevins**Chapitre I : Généralités**

Article 1 : Le présent règlement d'ordre intérieur s'applique aux séances ordinaires du collège des bourgmestres et échevins.

Article 2 : Sauf décision du Bourgmestre, les séances ordinaires se tiennent tous les mardis à partir de 10.00 dans la salle dite « salle du Collège » de la maison communale, rue Idiers 12.

La convocation aux réunions extraordinaires se fait par voie électronique, si possible deux jours francs avant celui de la réunion. Toutefois, en cas d'urgence, le bourgmestre reste juge du jour et de l'heure de la réunion.

Le Collège ne peut délibérer si plus de la moitié de ses membres n'est présente.

En cas de force majeure ou dans 10 pour cent des séances du collège des bourgmestre et échevins maximum par an, les réunions peuvent se tenir à distance, par téléconférence ou vidéoconférence, à l'aide de techniques de télécommunication qui permettent aux membres participant à la séance de s'entendre simultanément et de délibérer simultanément ensemble. La confidentialité de la réunion doit être garantie.

Dans ce cas, l'administration met à disposition des membres du Collège un logiciel de télé- ou vidéoconférence garantissant la confidentialité des échanges et l'identité des participants.

Article 3 : La séance débute sous la présidence du bourgmestre ou, en cas d'absence de ce dernier, de l'échevin qu'il a désigné pour le remplacer ou, à défaut de semblable décision expresse de remplacement, de l'échevin le premier dans l'ordre du scrutin et ainsi de suite.

Le président du CPAS assiste aux séances du collège. Il ne compte pas dans le quorum de présence.

Le président du CPAS peut se faire accompagner par le secrétaire général ou un membre du personnel désigné par le secrétaire général.

Le président du CPAS ne peut siéger :

- en matière disciplinaire ;
- en matière d'établissement et de recouvrement de taxes.

Chapitre II : Ordre du jour

Section I : Elaboration

Article 4 : Hormis convocation d'un Collège extraordinaire, le projet d'ordre du jour est arrêté par le bourgmestre au plus tard chaque lundi midi.

Article 5 : Les points repris au projet de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté et reprennent, pour chaque cas, la proposition de décision et de délibération faite par les services.

En cas d'impact budgétaire, le rapport doit le mentionner, préciser la recette générée ou l'article sollicité et la nécessité ou non d'une modification budgétaire. Il doit être visé par le Receveur.

En cas de décision intéressant un travailleur, la gestionnaire des ressources humaines doit apposer son visa.

En cas de décision ayant un impact sur la sécurité et le bien-être des travailleurs (adaptation du lieu de travail, acquisition d'équipements de travail ou de matériel à utiliser par les travailleurs), le visa du conseiller en prévention doit être sollicité.

En cas de décision ayant un impact sur le CPAS (ses missions, ses travailleurs, ses usagers), le visa du Président et du Secrétaire général doit être sollicité.

Article 6 : L'ordre du jour est communiqué aux membres du collège et au Président du CPAS le lundi qui précède le jour du collège à midi au plus tard via l'application BOS.

Article 7 : Si un membre du Collège est en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 92 de la Nouvelle loi communale ou si un membre du Collège, son ou sa conjointe ou un de ses parents ou alliés jusqu'au 4ème degré, est en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou a des intérêts conflictuels au sens de l'article 69 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, il en informe le secrétaire avant de viser tout point dont un service sollicite la mise à l'ordre du jour du Collège ou du Conseil ou avant la séance à laquelle un de ses collègues a mis un tel point à l'ordre du jour.

Si un membre du personnel est dans la même situation, il ne peut préparer, viser ni exécuter la décision créant la situation de conflit d'intérêts.

Article 8 : Les rapports qui ne respectent pas les règles de forme ou de fond prescrites par le présent règlement ou le processus implémenté dans le logiciel de gestion des assemblées ne peuvent pas être inscrits au projet d'ordre du jour.

Article 9 : Pour autant qu'il existe une urgence objective, les services et les membres du collège peuvent présenter des analyses non reprises à l'ordre du jour. Le service doit alors signaler l'urgence au secrétaire et au Bourgmestre qui décident de le mettre à l'ordre du jour. Dans la mesure du possible, le secrétaire les communique, avant la séance, aux échevins et au Président du CPAS. Le chef de service ainsi que le gestionnaire du dossier qui a rédigé ce rapport restent à la disposition du collège jusqu'à ce qu'il soit délibéré sur ce point.

Le rapport au collège devra décrire substantiellement le motif de l'urgence, les raisons objectives qui n'ont pas permis au service de présenter le point dans les délais impartis et les conséquences d'un défaut de

décision du collège.

Tout membre du collège, en ce compris le président du CPAS peut solliciter le vote sur un point déposé en urgence.

Section II : La séance

Article 10 : L'ordre du jour est présenté par le président de séance.

En cas d'auditions de personnes, la séance débute par ces auditions. Elle se poursuit par la discussion sur les points où le président du CPAS ne peut siéger et se clôture par les éventuels points déposés en urgence.

Article 11 : Le secrétaire communal peut dispenser des conseils juridiques et administratifs au collège. Il n'est pas tenu d'une quelconque obligation d'examen ni de conseil à l'égard des points déposés en urgence.

Article 12 : Le vote peut être demandé par le président de séance sur chaque point. Dans ce cas, les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, le collège remet l'affaire à une autre séance, à moins qu'il ne préfère appeler un membre du conseil d'après l'ordre d'inscription au tableau.

Si, cependant, la majorité du collège a, préalablement à la discussion, reconnu l'urgence, la voix du président est décisive.

Il en est de même si, à trois séances, le partage des voix s'est produit sur la même affaire sans qu'une majorité se soit constituée au sein du collège pour appeler un membre du conseil.

Le Collège approuve le projet de délibération.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Bourgmestre-Président,
(s) Sophie de Vos

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 août 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen

Aanwezig Sophie de Vos, *Voorzitter-Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd Lieve Jorens, *Schepen*.

Zitting van 27.08.24

#Onderwerp : Huishoudelijk reglement van het College van Burgemeester en Schepenen #

Secretariaat

Het college,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 104

BESLIST

Het volgende huishoudelijk reglement wordt vastgesteld.

Huishoudelijk reglement van het college van burgemeester en schepenen**Hoofdstuk I: Algemheden**

Artikel 1 : Dit huishoudelijk reglement is van toepassing op de gewone vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 2: Behoudens andersluidend besluit van de Burgemeester, worden de gewone vergaderingen gehouden elke dinsdag vanaf 10 uur in de “Collegezaal” in het gemeentehuis, Idiersstraat 12.

Buitengewone vergaderingen worden elektronisch bijeengeroepen, indien mogelijk twee volle dagen voor de vergaderdatum. In geval van nood beslist de burgemeester echter over de dag en het tijdstip van de vergadering.

Het college kan alleen beraadslagen als meer dan de helft van zijn leden aanwezig is.

In geval van overmacht of in maximum 10 procent per jaar van de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen kunnen de vergaderingen worden gehouden op afstand door middel van teleconferentie of videoconferentie met behulp van telecommunicatietechnieken die de aan de vergadering deelnemende leden toelaten elkaar simultaan te horen en simultaan met elkaar overleg te plegen. De beslotenheid van de vergadering moet verzekerd worden. In dat geval stelt de administratie de leden van het College tele- of videoconferentiesoftware ter beschikking die de vertrouwelijkheid van de uitwisselingen en de identiteit van de deelnemers garandeert.

Artikel 3: De vergadering begint onder het voorzitterschap van de burgemeester of, bij diens afwezigheid, van de schepen die hij heeft aangeduid om hem te vervangen of, bij gebrek aan een uitdrukkelijk besluit tot vervanging, van de schepen die het eerst aan de beurt is enzovoort. De voorzitter van het OCMW woont de vergaderingen van het college bij. Hij telt niet mee voor het aanwezigheidsquorum.

De voorzitter van het OCMW kan zich laten vergezellen door de secretaris-generaal of een door de

secretaris-generaal aangewezen personeelslid.

De voorzitter van het OCMW mag niet zetelen in aangelegenheden inzake :

- tuchtmaatregelen ;
- de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Hoofdstuk II: Agenda

Afdeling I: Voorbereiding

Artikel 4 : Tenzij een buitengewone college wordt bijeengeroepen, wordt de ontwerpagenda uiterlijk op maandagmiddag door de Burgemeester opgesteld.

Artikel 5 : De punten op de ontwerpagenda moeten voldoende duidelijk worden aangeduid en voor elk geval het voorstel tot besluit en beraadslaging van de diensten bevatten.

Als er gevolgen zijn voor de begroting, moet dit in het verslag worden vermeld, met vermelding van de gegeneerde inkomsten of de gevraagde uitgaven en of er al dan niet een begrotingswijziging nodig is. Het moet door de ontvanger worden goedgekeurd.

Als een beslissing gevolgen heeft voor een werknemer, moet de Human Resources Manager zijn visa geven.

In geval van een beslissing die een invloed heeft op de veiligheid en het welzijn van de werknemers (aanpassing van de werkplaats, aankoop van arbeidsmiddelen of materiaal dat door de werknemers moet worden gebruikt), moet het visum van de preventieadviseur worden aangevraagd.

Voor een beslissing die een impact heeft op het OCMW (zijn opdrachten, zijn werknemers, zijn hulp- of uitkeringsgebruikers) moet het visum van de voorzitter en de secretaris-generaal gevraagd worden.

Artikel 6: De agenda wordt meegedeeld aan de leden van het College en aan de Voorzitter van het OCMW op de maandag die de dag van het College voorafgaat, ten laatste om 12 uur via de BOS-toepassing.

Artikel 7: Indien een lid van het College zich in een situatie van belangenconflict bevindt in de zin van artikel 92 van de Nieuwe Gemeentewet of indien een lid van het College, zijn echtgeno(o)t(e) of een van zijn ouders of bloedverwanten tot de 4de graad, zich in een situatie van belangenconflict bevindt in de zin van artikel 6 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten of tegenstrijdige belangen heeft in de zin van artikel 69 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in klassieke sectoren, informeert hij/zij de secretaris alvorens een punt te onderschrijven waarvan een departement vraagt dat het op de agenda van het College of de Raad wordt geplaatst of vóór de vergadering waarop een van zijn/haar collega's een dergelijk punt op de agenda heeft geplaatst.

Indien een personeelslid zich in dezelfde situatie bevindt, mag hij/zij het besluit dat het belangenconflict doet ontstaan, niet voorbereiden, medeondertekenen of uitvoeren.

Artikel 8: Verslagen die niet voldoen aan de bij dit reglement voorgeschreven vorm- of inhoudsvorschriften of aan het in de software voor het beheer van de vergaderingen toegepaste proces, mogen niet op de ontwerpagenda worden geplaatst.

Artikel 9: Mits er sprake is van objectieve hoogdringendheid kunnen diensten en leden van het college analyses indienen die niet op de agenda staan. De dienst moet dan de urgentie melden aan de secretaris en de burgemeester, die beslissen of ze op de agenda worden geplaatst. In de mate van het mogelijke deelt de secretaris ze vóór de vergadering mee aan de schepenen en de voorzitter van het OCMW. Het diensthoofd en de dossierbeheerder die het verslag heeft opgesteld, blijven ter beschikking van het College tot de beraadslaging heeft plaatsgevonden.

Het verslag aan het College moet een inhoudelijke beschrijving bevatten van de reden van de urgentie, de objectieve redenen waarom de afdeling het punt niet binnen de gestelde termijn kon indienen en de gevolgen van het uitblijven van een beslissing van het College.

Elk lid van het College, met inbegrip de voorzitter van het OCMW, kan verzoeken om een stemming over een punt dat als spoedeisend is ingediend.

Afdeling II: De vergadering

Artikel 10: De agenda wordt gepresenteerd door de voorzitter van de vergadering. In geval van hoorzittingen van personen begint de vergadering met deze hoorzittingen. Ze gaat verder met de bespreking van de punten waarover de voorzitter van het OCMW niet kan zetelen en sluit af met de dringende onderwerpen.

Artikel 11: De gemeentesecretaris kan het college juridisch en administratief advies geven. Hij is niet verplicht dringende punten te onderzoeken of hierover advies uit te brengen.

Artikel 12: De voorzitter van de vergadering kan over elk punt een stemming vragen. In dat geval worden de besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen verdaagt het college de zaak tot een volgende vergadering, tenzij het verkiest een lid van de gemeenteraad op te roepen naar de volgorde van inschrijving op de ranglijst. Indien echter de meerderheid van het college vóór de behandeling de zaak spoedeisend heeft verklaard, is de stem van de voorzitter beslissend. Hetzelfde geldt wanneer op drie vergaderingen de stemmen staken over een zelfde zaak, zonder dat in het college een meerderheid verkregen is om een raadslid op te roepen.

Het College keurt het voorstel van beraadslaging goed.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter-Burgemeester,
(g) Sophie de Vos

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 27 augustus 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos